



Coût de l'alimentation

La comptabilité du coût complet, panacée ou illusion technocratique ?

En 2020, un article publié sur [lafaimexpliquée](#) se penchait sur le fait que les prix de marché ne reflétaient pas le vrai coût de l'alimentation ni ne donnaient de signaux susceptibles de susciter des décisions qui mèneraient vers plus de durabilité aux agents économiques actifs dans les systèmes alimentaires, y compris les consommateurs [\[lire\]](#).

L'article réfléchissait également sur les méthodes utilisées pour associer une valeur monétaire aux coûts et bénéfices non marchands. Il faisait part des doutes que l'on pouvait avoir quant à la possibilité d'arriver à un accord sur les méthodes, dans la mesure où plusieurs approches sont possibles qui pourraient produire des valeurs très différentes, ce qui rend difficile les comparaisons des résultats obtenus.

Il s'inquiétait de ce que du « point de vue de l'éthique, l'utilisation aveugle et sans critique de ces prix virtuels comporte également le risque d'offrir au public un habillage scientifique à l'idéologie du 'tout marché' où le marché est présenté comme la solution universelle qui peut tout arranger d'une manière optimale, bref, une nouvelle version du marché-divinité, paré de calculs complexes. »

Il ajoutait également, en citant T.S. Eliot, que, comme dans d'autres domaines, ce qui compte le plus est le trajet (c'est-à-dire l'analyse et la compréhension de ce qui se passe dans un système alimentaire) et non la destination (c'est-à-dire les coûts calculés obtenus).

Près de six ans plus tard et après la publication d'une série d'études adoptant la méthode de comptabilité du coût complet¹ [\[lire en anglais\]](#), il semblait utile de revisiter ce sujet et tenter de tirer les leçons de l'expérience accumulée.

¹ True Cost Accounting (TCA).

Qu'entend-on par coût ?

Le Petit Larousse définit le coût comme « le prix, le montant de quelque chose, le prix de revient d'une marchandise », mais aussi « la conséquence, les effets négatifs d'une action ou d'une situation ». L'Oxford dictionary, pour sa part, dans sa définition la plus générale, définit le coût comme « l'effort, la perte ou le dommage occasionné pour mettre en œuvre ou réaliser quelque chose ».² Le coût peut se traduire par une dépense d'argent (pour payer des biens et services), ou par une perte de production ou un dommage d'ordre physique ou psychologique.

Comptabilité du coût complet de l'alimentation

Au cours des ans, la méthode de Comptabilité du coût complet (CCC) a pris de l'importance dans le domaine de l'alimentation en proposant une solution relativement standardisée au problème de l'estimation des coûts non marchands.

La CCC, comme définie par la FAO dans son rapport de 2023 sur l'État de l'alimentation et de l'agriculture, est « une approche qui fait apparaître les incidences cachées de nos systèmes agroalimentaires sur l'environnement, la santé et les moyens de subsistance, de sorte que les acteurs du système soient mieux informés et mieux préparés avant de prendre des décisions » [\[lire p.v\]](#). Elle « permet précisément d'évaluer les coûts cachés qui ont pour origine les défaillances des marchés, des politiques et des institutions » [\[lire p.xviii\]](#). La méthode d'estimation cherche à mesurer comment les impacts négatifs affectent la productivité des ressources et des humains, et à les traduire en perte de PIB exprimée en valeur monétaire. Des études antérieures d'évaluation des systèmes alimentaires nationaux avaient utilisé d'autres approches [voir un exemple [ici](#) en anglais].

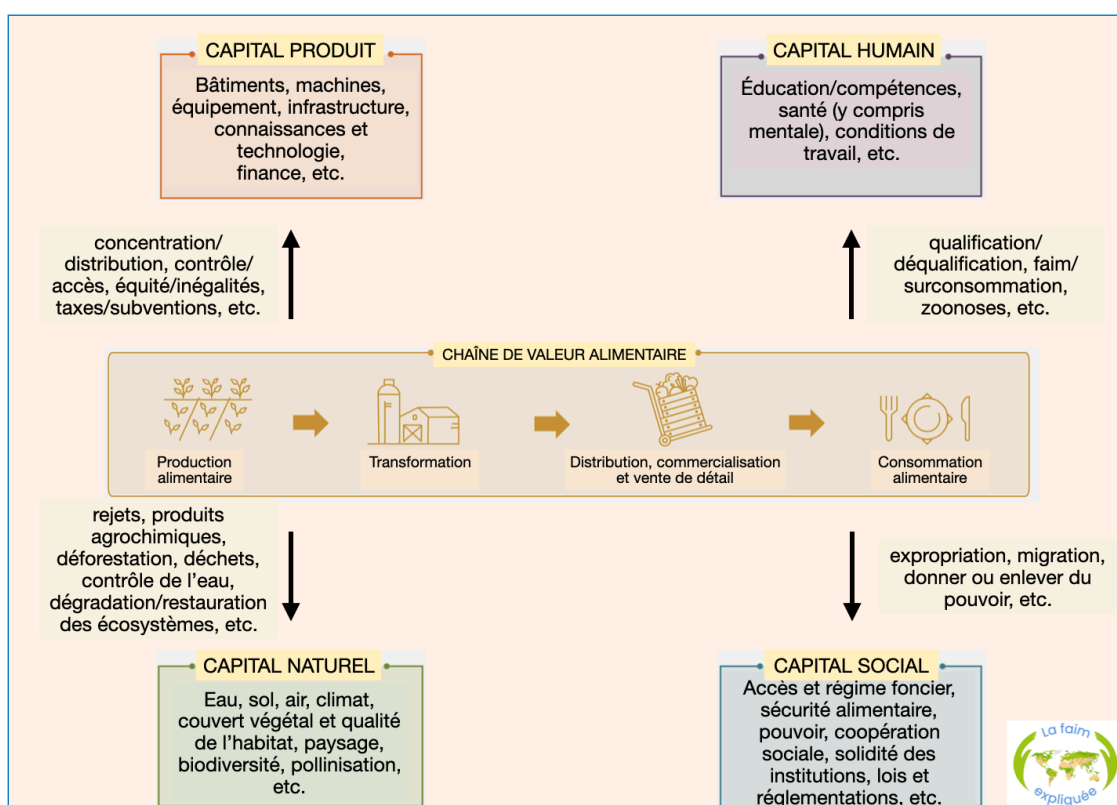
Les Directives opérationnelles pour mettre en œuvre la CCC furent développées par l'initiative mondiale TEEB (The Economics of Ecosystem and Biodiversity)³ en 2020 [\[lire en anglais\]](#), à la suite de travaux antérieurs sur l'évaluation des coûts complets de l'alimentation menés par Fitzpatrick et al., [\[lire en anglais\]](#) et par la Food and Land Use Coalition⁴, en 2019 [\[lire en anglais\]](#). Ces directives définissent le cadre dans lequel cette approche devrait être mise en œuvre, en prenant en compte comment les activités se produisant dans les chaînes de valeur alimentaires interagissent et modifient quatre types de capital : naturel, produit, humain et social (voir **figure 1**).

² (1) la quantité d'argent dont vous avez besoin pour acheter, fabriquer ou faire quelque chose ; (2) la quantité totale d'argent qui doit être dépensé dans une entreprise ; et, (4) la somme d'argent que quelqu'un doit dépenser pour payer les avocats, etc., lors d'une procédure judiciaire [\[lire en anglais\]](#).

³ L'économie des écosystèmes et de la biodiversité.

⁴ Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres.

Figure 1 – Coûts/bénéfices résultants de l'interaction entre un système alimentaire et différents types de capital



Adapté de [TEEB, 2020](#).

Le Groupe scientifique du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires fit, par la suite, la promotion de la CCC en 2021 [[lire ici](#) et consulter notre [page thématique sur le Sommet](#)], ce qui mena, en 2023, à une nouvelle tentative d'estimation du « Coût complet de l'alimentation » au niveau mondial [[lire en anglais](#)].

Analyse de quelques études sur le coût complet de l'alimentation

Pour cet article, 8 études furent sélectionnées et analysées⁵ :

- le rapport de Fitzpatrick et al., en 2019, sur le Royaume-Uni [[lire en anglais](#)],
- l'étude de 2019 par la Food and Land Use Coalition (FOLU) [[lire en anglais](#)],
- la thèse de A. Perotti sur la Suisse, en 2020 [[lire en anglais](#)],
- l'étude de 2021 par Barrett et al. sur les États-Unis [[lire en anglais](#)],
- le travail de Hendricks et al., commissionnée par le Groupe scientifique du Sommet sur les systèmes alimentaires, publiée en 2023 [[lire en anglais](#)],
- le rapport de la FAO sur La situation de l'alimentation et l'agriculture de 2023 [[lire](#)],
- le travail par Alliot et al., sur France, publié en 2024 [[lire](#)] qui utilise une méthode très différente de la CCC (voir **encadré 1**), et
- la thèse par A. Andersson sur la Suède, en 2025 [[lire en anglais](#)].

⁵ Cette sélection comprend deux études mondiales 'historiques' (FOLU et Hendricks), le SOFA de la FAO en 2023 qui donne des résultats au niveau mondial, régional et national, et cinq études nationales dont l'une - pour la France - adopte une méthode très différente de la CCC.

Encadré 1 - Une alternative à la CCC : l'analyse des coûts sociaux du système alimentaire de la France

L'objectif de l'étude menée par Alliot et al., en 2024 [lire], était de mieux comprendre l'évolution du système alimentaire, ses caractéristiques socioéconomiques et ses principaux impacts sociaux, sanitaires et environnementaux.

Au cours du processus, l'étude se pencha sur les dépenses publiques liées à ces impacts, en vue de contribuer au débat national sur ce sujet. Cela semblait particulièrement pertinent dans la mesure où l'on estimait que ces dépenses étaient plus réactives que proactives par rapport aux impacts.

Pour commencer, l'étude analyse l'histoire du système alimentaire et son mode opératoire du point de vue économique. L'objectif était de lier les impacts à la façon de fonctionner du système alimentaire.

L'accent y est mis sur les **coûts sociaux réels** - et non les externalités « virtuelles » comme dans la CCC, mais bien des coûts réellement supportés par les entreprises, les ménages et l'État. Dans cette approche, les coûts sociaux sont égaux à « **l'ensemble des coûts sociaux et écologiques d'une activité productive non pris en charge par les acteurs économiques qui en sont à l'origine et qui sont – ou devraient être – mutualisés par la puissance publique (pour éviter qu'ils ne pèsent de manière indue sur des tiers), ainsi que le coût des soutiens publics alloués à ces mêmes acteurs** ».

Pour les auteurs, cette approche a le double avantage d'évaluer la **pertinence des dépenses publiques** (supportent-elles des activités ayant des impacts négatifs ?) et le niveau de **justice sociale** (les profits de certains acteurs sont-ils le résultat d'activités dont les impacts négatifs sont pris en charge par d'autres ?).

Les résultats montrent un coût social total du système alimentaire d'au moins 80 milliards de dollars par an, dont 57 milliards de soutien public au système alimentaire et 23 milliards de coûts sociaux pris en charge par l'État. Les coûts sociaux directement supportés par le secteur privé et les ménages devraient être ajoutés à ce total, mais ils n'ont pas été estimés.

Un avantage de cette méthode, par rapport à la CCC, est que les résultats obtenus précisent **quels sont les acteurs qui produisent les coûts et ceux qui les supportent**, une information utile pour décider de mesures à prendre et de règles à faire respecter, afin de réduire ces impacts et les coûts qui y sont liés. Une autre différence importante avec la CCC est que **tous les coûts ne doivent pas nécessairement être pris en charge par des acteurs privés, y compris les ménages, mais aussi par l'État** dans son rôle de facilitation et d'orientation de l'économie.

Une faiblesse possible de l'approche est qu'il n'y a **pas de correspondance claire entre les coûts évalués et les activités présentes**. Par exemple, la prévalence de surpoids et d'obésité (et des maladies qui en découlent) est due à des niveaux de consommation alimentaire passés, et non aux niveaux actuels qui entraîneront des coûts plus élevés dans le futur, dans la mesure où le surpoids et l'obésité suivent une tendance à l'augmentation rapide. Une objection semblable pourrait aussi s'appliquer à d'autres coûts, notamment ceux relatifs à l'environnement. De même, les coûts réellement pris en charge sont **dépendants du contexte actuel institutionnel et de politiques**.

Domaine couvert par les études

Le **tableau 1** compare le domaine couvert par les études du point de vue des impacts pour lesquels les coûts ont été estimés.

Toutes les études considèrent la plupart des éléments décrits pour le **capital naturel**, sur la figure 1, sauf pour le paysage et la pollinisation.

Elles disent très peu de choses, cependant, sur les coûts relatifs au **capital produit**. Néanmoins, les conséquences de la concentration du capital (tant physique qu'intellectuel) en matière de direction prise par le développement

scientifique et technologique, et d'accès à la technologie sont connues et considérables [lire [ici](#) et [ici](#)]. Elles contribuent à l'aggravation des inégalités et des coûts sociaux qui y sont liés [lire]. Ces dommages sont négligés, car non pris en compte dans le cadre comptable national adopté par la CCC et n'entraînent pas de dépenses facilement identifiables dans le cas de l'étude sur la France.

Tableau 1 – Domaine couvert par les études analysées

	Fitzpatrick et al.	FOLU	Suisse	Barrett et al.	Hendricks et al.	FAO	France	Suède
Capital naturel								
Eau								
Sol								
Air								
Climat								
Couverture végétale et qualité de l'habitat								
Paysage								
Biodiversité								
Pollinisation								
Autres								
Capital produit								
Bâtiments, machines, etc.								
Connaissance et technologie								
Finance								
Autres								
Capital humain								
Éduc./compétences								
Santé								
Conditions travail								
Autres								
Capital social								
Accès/régime terre								
Sécurité alimentaire								
Pauvreté								
Pouvoir								
Coopération								
Institutions								
Lois et réglementations								
Autres								



Pour ce qui est du **capital humain**, les études analysées mettent presque exclusivement l'accent sur la santé, mesurée en nombre de jours de travail et de vies perdues – dans le cas de la méthode CCC, et en dépenses réellement occasionnées – pour l'étude sur la France.

Pourtant, les systèmes alimentaires traitent mal les personnes qui y travaillent, comme on peut le voir à partir des nombreux suicides [lire] et des cas de dépression dont on fait état dans les zones rurales partout dans le monde, et des millions d'agriculteurs qui quittent le secteur, beaucoup migrant vers les villes [lire]. Cette tendance est largement liée au niveau de rémunération du travail extraordinairement bas rencontré dans les systèmes alimentaires [lire [ici p.4-7](#) et [ici p.5](#)].

Enfin, concernant le **capital social**, les études prennent en compte surtout l'insécurité alimentaire et la pauvreté et leurs coûts, principalement pour les pays

pauvres dans l'étude de la FAO. Elles disent peu de choses, par exemple, sur la manière dont l'accès (ou l'expropriation) aux terres affecte les personnes concernées ou sur comment des lois et des réglementations excluent certains et aide d'autres à accumuler des profits et un pouvoir exorbitant dans les systèmes alimentaires [[lire](#)]. Ces pertes et dommages-là ne sont pas comptabilisés.

Bien sûr, il n'est pas surprenant que les études se soient concentrées sur les coûts relativement plus faciles à estimer, laissant d'autres de côté, bien qu'ils soient importants et qu'ils remettent en question le mode dominant de fonctionnement des systèmes alimentaires.

Il en découle que la description des coûts de l'alimentation est au mieux partielle, sinon partielle. Le biais le plus visible est que les coûts liés à la santé sont les plus facilement quantifiés : dans le cas de la CCC, ils le sont à partir des pertes de productivité mesurées en pertes de jours de travail ou d'années de vie. Pour ce qui est des coûts environnementaux (déjà calculés dans des études remontant à 2014 et avant [[lire en anglais](#)]), ils sont estimés sur la base de modèles disponibles.

Mais ces coûts (et les domaines auxquels ils sont liés) **pourraient ne pas être nécessairement les plus importants quand il s'agit de formuler une stratégie alimentaire pour le moyen et long terme.**

Résultats

Il est difficile de comparer les résultats obtenus par les différentes études, même quand elles portent sur le même territoire (le monde ou un pays donné), essentiellement parce que le domaine qu'elles couvrent varie, comme cela vient d'être vu. De même, elles concernent des années différentes et les coûts sont exprimés dans des numéraires différents.

Cependant, leurs valeurs montrent une structure générale assez constante. Les coûts non marchands sont principalement dus aux conséquences sanitaires des systèmes alimentaires (entre 41 et 85 % des coûts sociaux ou cachés), suivi des impacts environnementaux (de 15 à 39 %). Les autres coûts apparaissent comme négligeables, surtout parce qu'ils ne sont pas bien couverts.⁶

Les résultats quantitatifs les plus importants des études analysées se trouvent dans le **tableau 2** présenté en Annexe.

Les trois études faisant une estimation des coûts au niveau mondial avancent des estimations totales voisines pour deux d'entre eux (FOLU et FAO), la troisième (Hendricks) calcule un montant bien supérieur (+60 %), essentiellement à cause de coûts environnementaux plus élevés (plus du double de ce qu'estime le rapport de la FAO).

⁶ Une autre raison est que les impacts sanitaires touchent à la fois les producteurs et les consommateurs (des milliards de personnes), alors que les coûts sociaux ne concernent que ceux qui travaillent dans les systèmes alimentaires, soit un nombre bien moins important.

Les coûts de santé dominent (ils sont de trois catégories principales : ceux liés au surpoids et à l'obésité, ceux liés à la sous-alimentation et ceux dus à l'exposition à des produits toxiques). On nous indique que ces coûts ont récemment augmenté plus vite que les autres [[lire en anglais p.xii](#)].

L'étude de la FAO (SOFA 2023) montre des disparités considérables selon les régions. C'est très frappant quand on considère les coûts par habitant qui sont les plus bas en Afrique et les plus élevés en Europe (5 fois plus). Les explications que l'on peut avancer pour ces différences comprennent notamment une sous-estimation des coûts de la sous-alimentation [[lire p.xviii](#)] et des coûts bien plus grands associés au système alimentaire industriel⁷, surtout ceux relatifs à la santé (voir **figures 2 et 3**).

Les coûts cachés de l'alimentation dans les régions, d'après la FAO, 2023

Figure 2 – Coûts totaux par région

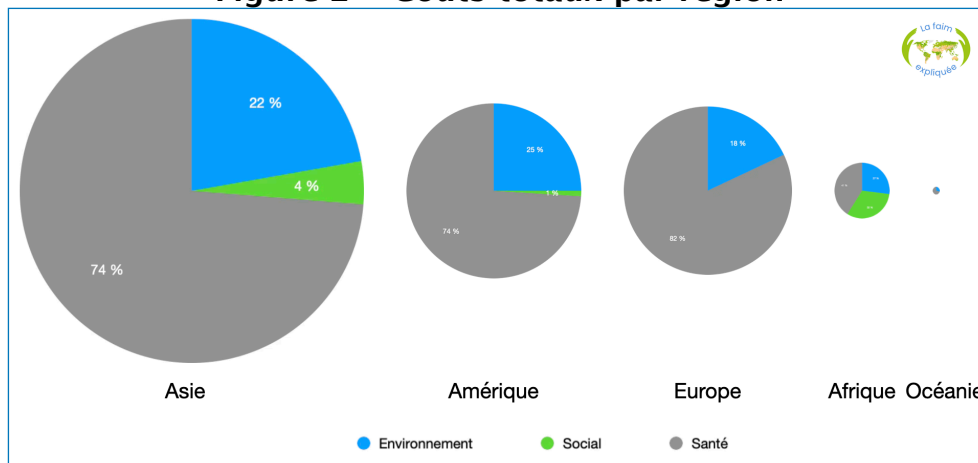
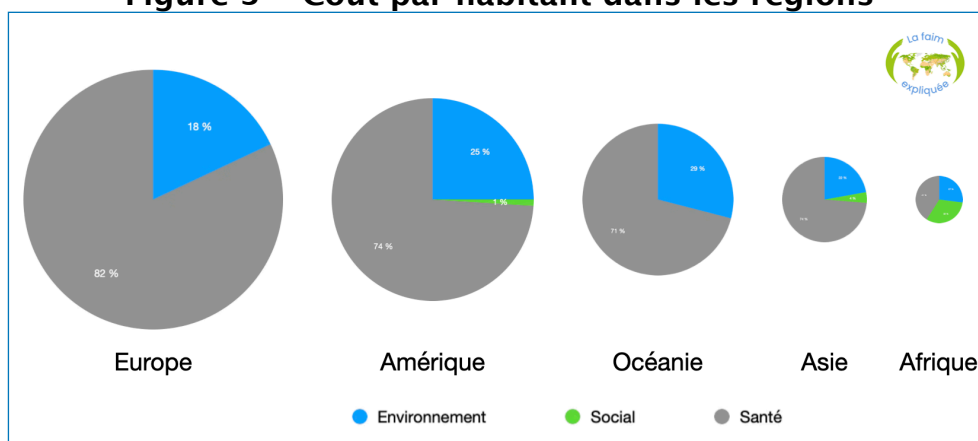


Figure 3 – Coût par habitant dans les régions



Source : données de la [FAO, 2023](#).

⁷ Défini comme un système alimentaire où la valeur ajoutée par agriculteur est élevée, une grande partie des calories consommées n'est pas tirée de produits de base, une forte urbanisation et une présence importante de supermarchés.

Les coûts de santé sont plus élevés dans les régions riches (Europe, Océanie et Amérique), et les coûts sociaux sont plus importants dans les régions pauvres (Afrique et Asie), mais restent modestes et sont essentiellement liés à la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Les coûts de santé plus élevés dans les pays riches sont peut-être dus, au moins en partie, à la méthode d'estimation qui les mesure en PIB perdu découlant de journées de travail perdues et au fait que la productivité du travail est plus grande dans ces pays. C'est à cause de cela qu'on observe généralement des coûts plus forts dans les pays riches que dans des pays pauvres.⁸

Ce qui est plus surprenant, c'est que les coûts environnementaux sont à peu près comparables dans toutes les régions (c'est probablement dû à l'utilisation des mêmes modèles pour les estimer), l'Europe montrant cependant des coûts un peu inférieurs. Cette dernière observation pourrait être expliquée par la faiblesse (voir l'absence) de déforestation en Europe et, peut-être, par une réglementation sur l'environnement plus développée. Mais les coûts environnementaux sont de natures variées, ce qui rend l'interprétation difficile.

Il est intéressant de noter que certaines études menées au niveau national estiment les coûts par produits alimentaires, ce qui permet d'identifier ceux d'entre eux qui produisent plus de coûts non marchands, une information utile quand on envisage de prendre des mesures pour aller vers plus de durabilité.

Enfin, deux études incluent dans leur estimation les dépenses publiques (France et Royaume-Uni) et une, les importations alimentaires (Royaume-Uni).

Que nous disent ces résultats ?

Ce qui est important et... ce qui le serait moins

Très peu de grandes surprises. D'une certaine manière, les résultats sont plutôt décevants : malgré les efforts consentis pour mobiliser un volume considérable de données et de modèles, les chiffres produits n'ajoutent pas vraiment grand-chose au débat, sauf, peut-être, dans le cas où ils sont estimés par produit.

On pourrait donc se demander si l'effort valait la peine, surtout dans la mesure où les recommandations faites, comme résultat de l'analyse menée, manquent d'originalité et ne sont pas très opérationnelles. Elles sont surtout faites de généralités prudentes qui étaient déjà dans l'air depuis des années.

Les plus sceptiques trouveront que les résultats des analyses sont conformes à l'air du temps :

- Le climat, la biodiversité et l'environnement figurant **en bonne place dans les préoccupations**, plus d'efforts sont faits pour développer une méthode

⁸ et cela en dépit de l'utilisation de taux de change de parité de pouvoir d'achat.

(ou des modèles) pour estimer leurs coûts, et ils sont bien présents dans les études. La prudence s'impose cependant quand, dans certains cas, les dégradations sont devenues – ou sont proches de devenir – **irréversibles**. Dans ce cas, les méthodes 'normales' d'estimation des coûts s'avèrent inadéquates.

- La tendance observée dans le monde entier au surpoids et à l'obésité [\[lire\]](#) est probablement **le changement le plus spectaculaire** qui s'est produit dans le domaine de l'alimentation, et cela est bien reflété dans les études.⁹
- Par contre, le coût de **l'exode rural**, peut-être parce qu'il est considéré comme un phénomène 'naturel', inévitable, **n'est pas estimé**. C'est pourtant la cause principale de l'urbanisation des systèmes alimentaires et cela modifie radicalement certains aspects des questions alimentaires, notamment de l'insécurité alimentaire [\[lire\]](#). Cela est à peine évoqué dans les études. Il en est de même de la question du suicide et de la dépression parmi les agriculteurs, et de la **sous-rémunération généralisée des travailleurs** des systèmes alimentaires [\[lire p.4-7\]](#) et de ses conséquences sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire, mentionnée dans une seule des études analysées – mais cela pourrait changer si jamais les mouvements paysans devenaient plus violents.
- Enfin, les **coûts effectivement encourus par les États** pour traiter certains problèmes des systèmes alimentaires sont ignorés par la plupart des études, surtout celles portant sur le monde entier.

En somme, les résultats **pointent vers certaines questions importantes à résoudre dans les systèmes alimentaires, en négligeant d'autres, pourtant au moins aussi importantes**.

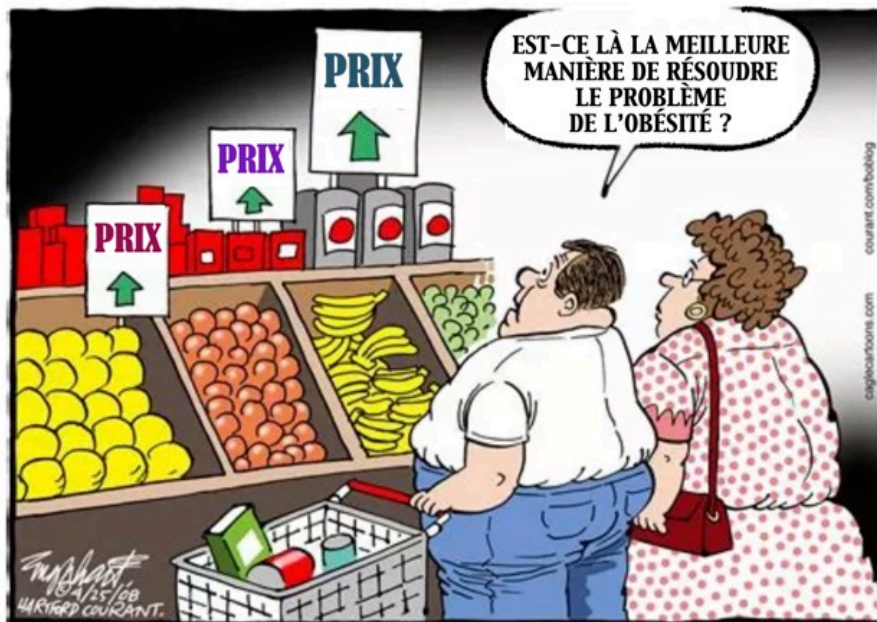
La seule véritable nouveauté, peut-être, est la présentation faite par plusieurs études de la CCC comme **nouvelle panacée** et leur recommandation en faveur de sa large utilisation, l'argument avancé étant qu'elle permettra de prendre de manières plus efficaces les décisions pour résoudre les problèmes qui se posent dans les systèmes alimentaires.

Pourtant, les **lacunes et biais** dans les estimations faites, l'évaluation fondée sur l'utilisation d'un seul indicateur (le coût exprimé en numéraire) pour des problèmes très variés, certains pouvant même être liés à des processus irréversibles, donnent l'illusion que ces coûts de natures si différentes sont additionnables, comparables et peut-être interchangeables, et peuvent être utiles pour informer des choix et des équilibres. Le risque est que cette simplification crée **une impression potentiellement dangereuse, car trompeuse** au moment de prendre des décisions difficiles qui orienteront – ou pas – les systèmes alimentaires vers une plus grande durabilité économique, sociale et environnementale [\[lire\]](#).

⁹ Il est intéressant de noter que l'étude du système alimentaire du Royaume-Uni, menée en 2014, ne calculait pas les coûts relatifs à ce phénomène [\[lire en anglais\]](#), comme quoi **on ne mesure que les coûts de ce que l'on croit important** (un peu comme on ne mesure la présence de certains polluants dans l'environnement qu'à partir du moment où on les sait être nocifs).

Des recommandations

Dans la mesure où les impacts sur la santé constituent un coût majeur, certaines études font des recommandations, suggérant que les consommateurs devraient manger mieux et plus sainement. Mais elles **restent laconiques** quant aux mesures pour y parvenir. L'information du public ne suffit pas. L'étude sur la France est la seule qui tente d'estimer combien cela coûterait pour faire que les Français mangent sainement – mais pour que cela se produise, l'argent ne suffirait pas, car le système alimentaire devrait changer en profondeur pour être en mesure de fournir la nourriture saine nécessaire.



Guère davantage est dit sur comment les problèmes de santé liés à la toxicité pourraient être réduits, peut-être parce que cela demanderait l'ouverture d'un débat sur la technologie et remettrait en question la dépendance de l'agrochimie.

Certains voient la solution dans de nouvelles technologies telles que l'agriculture de précision ou l'agriculture verticale [\[lire\]](#), d'autres plaident pour des changements plus radicaux (par exemple l'agroécologie et l'agriculture biologique [\[voir notre page thématique\]](#)) qui ont le grand 'désavantage' de menacer les profits de plusieurs grands acteurs de nos systèmes alimentaires.

Le rapport SOFA 2023 de la FAO présente des exemples voulant illustrer comment la CCC peut aider à résoudre les problèmes des systèmes alimentaires au niveau local. Mais ils ne montrent pas toujours de manière convaincante la valeur ajoutée à l'analyse par la CCC... (voir l'exemple analysé dans l'**encadré 2** sur la page suivante).

Pour résumer, la CCC est un outil valable, mais c'est tout sauf une panacée. Ce n'est qu'**un outil parmi d'autres, avec ses limites et ses biais.**

Encadré 2 - Le secteur privé au secours du cacao au Ghana ?

Dans le rapport SOFA 2023 de la FAO, un exemple montre comment le capital privé peut aider à faire face aux menaces pesant sur la production de cacao au Ghana.

L'exemple raconte que la multinationale états-unienne Mondelez a identifié plusieurs incitations en faveur d'un cacao plus durable au Ghana. Ils comprennent notamment « formation sur les pratiques cacaoyères durables, la gestion des ressources naturelles, la culture financière et les techniques de séchage ; fourniture de variétés de cacao améliorées et de plants d'ombrage ; appui aux organisations communautaires et paysannes ; création de programmes d'autonomisation des femmes et des jeunes ; diversification des revenus ; conformité au regard de la certification ; et accès au financement » [[lire p.78](#)].

En vérité, dans cet exemple, nul besoin d'estimer les coûts pour identifier ces incitations (activités) envisagées. Il suffit de prendre conscience du fait que le cacao a souffert de la dégradation de l'environnement résultant de la déforestation et de la nature minière de la production. Ce sont là des choses bien connues.

Pour un observateur indépendant, les 'incitations' identifiées par Mondelez ressemblent davantage à plus de travail pour les producteurs, pauvres dans leur majorité, tandis que le prix qui leur est payé pour le cacao reste insuffisant pour les sortir de la pauvreté !

Pour en savoir davantage sur le cacao et les multinationales, voir [notre page thématique](#).

Conclusion

Quels enseignements peut-on tirer de cette revue ?

La **Comptabilité du coût complet (CCC)** est devenue l'approche la plus utilisée pour analyser les coûts non marchands des systèmes alimentaires. Sa promotion, à l'occasion du Sommet sur les systèmes alimentaires, lui a donné une visibilité considérable qui a entraîné une série d'études, y compris l'étude majeure de la FAO portant sur plus de 150 pays, et les niveaux régional et mondial, dont les résultats ont fait l'objet des deux rapports successifs sur la Situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture de 2023 et 2024.

Elle est présentée par ses promoteurs comme l'**outil central pour faire évoluer les systèmes alimentaires vers plus de durabilité**.

Cependant, pour l'heure, il n'y a pas vraiment de cas bien documentés et convaincants montrant comment la CCC s'intègre dans des processus de prise de décisions aboutissant à des **décisions opérationnelles emportant l'adhésion de toutes les parties concernées et poussant es systèmes alimentaires vers plus de durabilité**.

La complexité des travaux qu'elle nécessite et l'opacité des méthodes utilisées pour évaluer les coûts lui associent **une image assez technocratique** dans les yeux du public. Cette image est encore renforcée par le fait que la CCC est principalement mise en œuvre par des bureaux d'études, des chercheurs ou des universitaires.

Enfin, en plus du risque d'offrir un habillage scientifique à l'idéologie du 'tout marché' signalé dans l'article de 2020, on peut affirmer, sur la base de l'expérience de son utilisation, que la CCC ne couvre – pour l'instant du moins – qu'une **petite partie du spectre des questions se posant dans les systèmes alimentaires** (certaines questions centrales ne sont pas du tout abordées), et qu'elle tend à biaiser l'analyse de la situation et, par conséquent, risque de **mal orienter la prise de décision**. Les méthodes d'analyses sur lesquelles elle repose tendent à favoriser les aspects économiques, au détriment des dimensions sociales, physiques et biologiques des problèmes traités. Elles produisent des résultats qui peuvent servir d'arguments de plaidoyer plutôt que des bases solides pour la prise de décision.

Elle pourrait, cependant, éventuellement contribuer à **un large débat** sur l'évolution des systèmes alimentaires, à condition qu'il soit ouvert et organisé avec la participation active de toutes les parties prenantes et qu'il n'**escamote pas certains problèmes de fonds se posant dans les systèmes alimentaires** (en particulier, la distribution du pouvoir et l'évolution technologique, la sous-rémunération du travail et le mal-être des personnes qui y travaillent, et le rôle que devrait y jouer l'État).

[Materne Maetz](#)
(mars 2026)

Pour en savoir davantage :

- Teufel, J. et al., [Internalisierung der externen Umweltkosten von Lebensmitteln. Umwelt bundesamt](#), 2025 (en allemand).
- Çınar, G. , Steinmetz, C. and O. Riemer, [Literature Analysis of True Cost Accounting Methodologies and Databases for Agri-food Businesses and Products](#). First Interim Report of the TCA Roadmap Project, Berlin: TMG, 2025 (en anglais).
- Andersson, A., et al., [The true cost of Swedish food consumption](#), Chalmers University of Technology, Gothenburg, 2025 (en anglais).
- Alliot, C. et al., [Étude sur la création de valeur et les coûts sociétaux du système alimentaire français](#), le Basic, 2024.
- FAO, [La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2024. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires axée sur la valeur](#), Rome, 2024.
- Arslan, A. et al., [A typology for agrifood systems, Background paper for The State of Food and Agriculture 2024](#), Rome, FAO, 2024 (en anglais).
- FAO, [La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023 – Pour une transformation des systèmes agroalimentaires: connaître le coût véritable des aliments](#), FAO, 2023.
- Lord, S., [Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023 – Background paper for The State of Food and Agriculture 2023](#), FAO Agricultural Development Economics Technical Study, No. 31, Rome, FAO, 2023 (en anglais).

- Hendriks, S. et al., [The true cost of food: A preliminary assessment](#); Science and innovations for food systems transformation (2023): 581–601, Springer, 2023 (en anglais).
- Rastoin, J-L., [Coûts cachés et juste prix de notre alimentation : entre marché, État et communs](#), So What ? Policy Brief 19, Chaire UNESCO Alimentations du monde, 2022.
- Patel, R., [A democratic alternative to true cost pricing](#), Nature Food 2.9 (2021): 632–634.2021, 2021 (en anglais).
- Barrett C. et al., [True Cost of Food, Measuring What Matters to Transform the U.S. Food System](#), The Rockefeller Foundation, Washington DC, 2021 (en anglais).
- Perotti, A., [Moving towards a sustainable Swiss food system: an estimation of the true cost of food in Switzerland and implications for stakeholders](#). MS thesis. ETH Zurich, 2020 (en anglais).
- TEEB, [TEEB for Agriculture and Food: Operational Guidelines for Business – Putting Nature and People at the Centre of Food System Transformation, Draft report](#), 2020 (en anglais).
- Food and Land Use Coalition (FOLU), [Growing better: ten critical transitions to transform food and land use. The global consultation report of the food and land use coalition](#), 2019 (en anglais).
- Fitzpatrick I. et al., [The Hidden Cost of UK Food](#), Sustainable Food Trust, Bristol, 2019 (en anglais).
- Esteban, A. et al, [Urgent Recall – The UK's food system is failing – here's what success looks like](#), 2014 (en anglais).

Sélection de quelques articles parus sur [lafaimexpliquée](#) liés à ce sujet :

- [Agriculture verticale – une option durable pour le futur ?](#) 2025.
- [Un monde inégalitaire : faits, causes, conséquences et remèdes possibles...](#) 2025.
- [Condition paysanne et industrialisation](#), 2025.
- [Notre vision de la faim change – notre manière de la combattre devrait, elle aussi, évoluer \(urbanisation de la faim\)](#), 2024.
- [Au cœur du système économique mondial : la protection des droits de propriété intellectuelle](#), 2024.
- [Protestations des agriculteurs européens : Simple crise ou convulsions annonciatrices d'une transition indispensable ?](#) 2024.
- [L'obésité progresse partout dans le monde](#), 2023.
- [Agriculture, alimentation et développement économique – La pénalisation de l'agriculture et de l'alimentation est-elle une stratégie de développement durable ?](#) 2022.
- [Le vrai coût de notre nourriture – Le marché seul peut-il guider notre système alimentaire vers plus de durabilité?](#) 2020.
- [Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat](#), 2018.
- [Prix agricoles bas, dette, suicides de paysans, grèves et interdiction d'achat de bovins pour l'abattage : la crise agricole indienne](#), 2017.

- [Royaume-Uni : une étude montre l'échec du système alimentaire britannique, 2014.](#)

Et consulter nos pages thématiques sur [Technologie](#), [Pouvoir](#), [Santé](#), [Agriculture biologique](#) et [Migration](#).

Annexe

Tableau 2

Études	Total coûts cachés	Total coûts cachés/hab.	Environnement	Social ⁶	Santé	Économique	
Monde (FOLU) ¹	12000	1536	27 %		55 %	18 %	100 %
Monde (Hendricks) ²	19000	2389	37 %		58 %	5 %	100 %
Monde (FAO) ³	12749	1589	22 %	4 %	73 %		100 %
FAO - Régions							
Afrique ³	953	690	27 %	32 %	41 %		100 %
Amérique ³	2978	2899	25 %	1 %	74 %		100 %
Asie ³	5857	1249	22 %	4 %	73 %		100 %
Europe ³	2862	3819	18 %	0 %	82 %		100 %
Océanie ³	99	2240	29 %	0 %	71 %		100 %
National							
Suède (FAO) ³	32	3059	16 %	0 %	84 %		100 %
Suède ⁴	30	2861	19 %	0 %	81 %		100 %
Suisse (FAO) ³	22	2595	16 %	0 %	84 %		100 %
Suisse ⁵	31	3588	39 %	19 %	42 %		100 %
France (FAO) ³	178	2693	24 %	0 %	76 %		100 %
France	807 +	1210 +	18 % ⁸	21 % ⁸	61 % ⁸		100 %
Royaume-Uni (FAO) ³	255	3696	21 %	0 %	79 %		100 %
Royaume-Uni ⁹	153	2227	44 %		55 %		100 %
États-Unis (FAO) ³	1576	4761	15 %	10 %	85 %		100 %
États-Unis ⁵	2100	6344	38 %	6 %	55 %	1 %	100 %



¹ en dollars 2018.

² en dollars 2021 ?

³ en dollars 2020 PPA.

⁴ en dollars 2022.

⁵ en dollars 2020.

⁶ Dans le cas de la Suisse, cela inclut les taxes pour financer des subventions, les importations et le travail non payé.

⁷ Ceci est en rapport avec l'appui apporté par l'État au système alimentaire + les coûts sociaux pris en charge par l'État, en dollars 2021.

⁸ Ceci ne concerne que les coûts sociaux pris en charge par l'État.

⁹ en dollars 2015.